Alertes et chuchotements

Le plagiat universitaire entre disputes informelles, scandales publics et politiques managériales

Alerts and Whispers. Academic Plagiarism between Informal Disputes, Public Scandals and Policy Management

Christian Bessy et Francis Chateauraynaud

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/9800>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.9800

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2015

Pagination : 189-204

ISBN : 9782814302600

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Christian Bessy et Francis Chateauraynaud, « Alertes et chuchotements », *Questions de communication* [En ligne], 27 | 2015, mis en ligne le 01 septembre 2017, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/9800> ; DOI : 10.4000/questionsdecommunication.9800

> ÉCHANGES

CHRISTIAN BESSY

Institutions et dynamiques historiques de l'économie et de la société
Centre nationale de la recherche scientifique
Université de Paris-Saclay
F-97230
bessy@idhe.ens-cachan.fr

FRANCIS CHATEAURAYNAUD

Groupe de sociologie pragmatique et réflexive
École des hautes études en sciences sociales
F-75005
chateau@msh-paris.fr

ALERTES ET CHUCHOTEMENTS.

LE PLAGIAT UNIVERSITAIRE ENTRE DISPUTES INFORMELLES, SCANDALES PUBLICS ET POLITIQUES MANAGÉRIALES

Résumé. — La contribution analyse l'émergence de pratiques et un nouveau discours sur le plagiat en lien avec les évolutions organisationnelles en œuvre dans les milieux de l'enseignement et de la recherche. Elle examine différentes lignes de tensions qui naissent des paradoxes d'une bonne régulation des pratiques dans des univers de plus en plus soumis à des logiques de prédation, tout en maintenant des valeurs de partage, de collaboration et de circulation des savoirs et des recherches. Elle s'appuie sur la mise en évidence des ambivalences du plagiat, de la concurrence pour la visibilité et de la production différentielle de la valeur scientifique, liées en partie à l'introduction d'un modèle entrepreneurial dans la logique universitaire et des nouvelles technologies de l'information et de la communication. L'argument principal est que les dispositifs officiels de lutte contre le plagiat créent une asymétrie entre les pratiques déviantes parfaitement objectivables et des opérations continues et peu visibles de captation des idées à la source.

Mots clés. — Plagiat, enseignement supérieur, recherche, alertes, réputation, politiques managériales.

Décembre 2013. Alors qu'il s'apprête à soutenir sa thèse, un doctorant adresse un courriel inhabituel à son directeur de recherche. En lisant l'introduction d'un ouvrage collectif, il a découvert une page reprenant presque mot pour mot l'un de ses textes déjà publié sur un site collaboratif, et mis en ligne à la demande des deux auteurs de l'introduction. Intrigué, le directeur de thèse demande au plaignant de lui produire un tableau des emprunts qui lui paraissent les plus significatifs. Lorsqu'il reçoit le document à charge, le directeur ne relève pas de « copié-collé » à proprement parler mais des formules assez proches. Il constate surtout que la source d'inspiration n'est pas citée, et note en outre que son auteur n'est pas remercié dans l'ouvrage, contrairement à d'autres contributeurs mieux traités. Percevant d'emblée ce qui a choqué son étudiant, il lui recommande d'adresser un message sous forme d'étonnement aux présumés « plagiaires » et de mettre son directeur de thèse en copie. Le courriel étant resté sans réponse, le directeur décide d'écrire à son tour en demandant des explications au vu de ce qui lui apparaît comme un acte de prédation fort peu loyal. Cette action provoque *illico* un changement de régime : la réponse vient d'un des deux auteurs, virulente et cinglante. Il s'agit selon lui d'une « accusation extrêmement grave », « sans fondement », tenant manifestement à une « blessure narcissique déplacée ». Furieux à son tour, le directeur de thèse lui répond sèchement tout en adressant une lettre, assortie de la principale pièce à conviction, au directeur de la formation doctorale et au directeur des éditions (universitaires) qui ont publié le livre. Si le premier convient qu'il y a visiblement un problème, le second renvoie une formule aussi ironique que rhétorique : « Les propos en question sont d'une grande banalité ! C'est comme si *Le Routard* accusait le *Lonely Planet* de lui avoir piqué une description de l'Obélisque de la Concorde ».

Le directeur de thèse ne compte pas en rester là et signale à tous les protagonistes qu'il va transmettre les éléments du dossier à la « mission plagiat » mise en place par son établissement à la suite d'une affaire précédente. En effet, un plagiat d'article scientifique avait été dénoncé depuis l'extérieur, ce qui avait valu une suspension de six mois à un enseignant-chercheur – décision rare et historique pour cet établissement. Préférant malgré tout attendre que la soutenance de thèse soit passée, le directeur diffère son signalement. Malgré l'implication de multiples témoins dans des conversations informelles, la plainte finit par se diluer dans le sombre arrière-fond de la vie académique ordinaire. Dans ces échanges informels, plusieurs versions de la bonne attitude à adopter ont été exprimées, depuis l'incontournable relativisation jusqu'au dépôt d'une main courante, en passant par le signalement verbal de la mauvaise foi des fraudeurs. Pour les intervenants, cette micro-affaire est surtout l'occasion d'échanger d'innombrables anecdotes relatant des pillages ordinaires en tout genre.

Combien de procédures similaires restent ainsi en suspens tandis que le surgissement public de la fraude reste exceptionnel ? Alors que des porteurs de cause se sont constitués autour d'une nécessaire régulation du plagiat universitaire, comme Michelle Bergadaà ou Jean-Noël Darde, et que des instances travaillent à la

définition de protocoles de signalement et de codes de conduite, le basculement du plagiat dans un nouveau régime critique est l'occasion de revenir sur les évolutions à l'œuvre dans les milieux de l'enseignement supérieur et de la recherche. Bien sûr, une attitude possible est celle qui consiste à exiger toujours plus de visibilité sur le phénomène, au risque de produire un effet de catégorie, comme dans le cas du « harcèlement moral » : le simple fait de rendre disponible ou d'étendre le domaine de pertinence d'une catégorie lui confère un rôle d'attracteur, en faisant converger des processus interprétatifs et en mettant en équivalence des situations hétérogènes. Les cas de plagiat sont-ils sous-déclarés faute de processus d'alerte et de dénonciation assurant, à défaut d'un jugement en justice, un minimum de bénéfice pratique à ceux qui les activent ? C'est un vieux problème de la sociologie du droit : le non-recours, le renoncement à la plainte ou le recul devant l'agir procédural contribueraient à l'invisibilisation des problèmes que des porteurs de cause et autres lanceurs d'alerte s'efforcent de rendre tangibles afin de retourner un rapport de forces. Mais ce qui freine l'expression publique et l'action en justice, c'est aussi et surtout une contrainte de tangibilité, car celui qui décèle, dévoile ou dénonce une fraude doit être sûr de ses prises (Bessy, Chateauraynaud, 1995). Qu'en est-il en matière de plagiat ? Dans cette contribution nous examinons différentes tensions qui naissent des paradoxes d'une bonne régulation des pratiques dans des univers de plus en plus soumis à des logiques de prédation, tout en maintenant des valeurs de partage, de collaboration et de circulation des savoirs et des recherches. Liées en partie à l'introduction d'un modèle entrepreneurial dans la logique universitaire (Lamy, Shinn, 2006 ; Frances, 2013), ces tensions concernent aussi bien les rapports entre enseignants-chercheurs et étudiants que les relations entre communautés, réseaux et institutions, mis en concurrence pour l'accès aux ressources et avantages compétitifs (Busch, 2014).

Le plagiat universitaire à l'ère de l'économie de la connaissance

Depuis plus d'une décennie, marquée par plusieurs crises politiques, en particulier au cours des années 2004 et 2009 en France, une interprétation percole dans les mondes de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR). Elle associe, dans un même récit, l'intensification de pratiques frauduleuses, en particulier du plagiat, la diffusion généralisée des technologies de l'information et de la communication (TIC), la pression accrue à la publication qui pèse sur les doctorants et les enseignants-chercheurs, et la faiblesse relative des cadres de régulation au sein des organismes de recherche, auxquelles s'ajoutent des difficultés propres aux recours juridiques. C'est ce dont témoigne le dossier consacré à la « fraude scientifique » par *CNRS Le journal* (automne 2014, 278). Adoptant une position alarmiste, ce dossier pose la question des normes d'authentification des savoirs scientifiques, en mettant en avant la responsabilité et la réputation des universités et instituts de recherche, de plus en plus impliqués dans les affaires de fraudes scientifiques (dont la fréquence

augmente notamment dans les sciences biomédicales ; Murray, Johnston, 2010). Jugeant en haut lieu qu'un « retard » s'est creusé par rapport aux États-Unis, il est demandé à tous les organismes de formation et de recherche de se doter des moyens pour prévenir et réguler les cas de fraude.

Illustrant la supposée avance américaine, le physicien américain David Goodstein (2002) a entrepris de définir des règles de prévention des pratiques frauduleuses (présentation des résultats ou des procédures permettant de répliquer les résultats) dans son université. Ce travail de formalisation vient à la suite d'une réglementation fédérale obligeant toutes les universités à mettre en œuvre des dispositifs de prévention. L'auteur met l'accent sur les fraudes qui ont cours dans le domaine biomédical, dans lequel la production de données entièrement fausses est favorisée par la « variabilité biologique »¹. Ce sont précisément les disciplines biomédicales qui sont prises comme exemple dans l'article *CNRS Le journal* et dont il est dit que c'est le secteur où l'on dispose du plus grand nombre d'études et d'indicateurs objectifs évaluant la fraude, ce qui est corrélé à l'émergence d'une nouvelle discipline consacrée à l'étude des pratiques frauduleuses (Biagioli, 2012). De fait, le dossier du *CNRS* s'appuie sur des statistiques fondées sur l'augmentation du nombre de rétractations, qui n'est que la partie émergée de la fraude. C'est dans ce contexte général de tension et de suspicion autour de la fraude scientifique qu'il faut s'efforcer de situer les affaires de plagiat.

L'article de Brigitte Simonnot (2014) traite essentiellement du « plagiat universitaire » à partir des pratiques déviantes des étudiants. Si elle fait référence aux enseignants-chercheurs qui se livrent autant, sinon plus, à des pratiques peu académiques, le focus de l'article porte sur les étudiants. Insistant sur les difficultés d'un apprentissage des bonnes pratiques, l'auteure développe par la même occasion un point de vue critique sur les logiciels anti-plagiat, qu'il faudrait plutôt appeler « logiciels de recherche de similarités ». Confier l'exercice du jugement à des algorithmes contraints par des aspects lexicaux et formels de l'analyse textuelle éloigne d'une compréhension, et partant d'un enseignement, au plus près des pratiques de lecture et d'écriture. Si l'angle d'attaque par le plagiat des étudiants est intéressant, une forme d'asymétrie analytique mérite d'être corrigée, non seulement par la prise en compte des vulnérabilités auxquelles sont exposés les « plagiés » eux-mêmes, mais aussi par l'exploration des transformations qui affectent l'ensemble des métiers d'enseignement et de recherche. Dans tous les cas, une approche plus « systémique » s'impose, comme le soulignait déjà Sylvain Piron (2010 : 1) dans son analyse du plagiat :

« Le même mot, compris au sens d'une reproduction frauduleuse des travaux d'autrui, recouvre deux phénomènes assez différents selon qu'il s'agit de devoirs d'étudiants ou de travaux de recherche ; il faut pourtant les prendre en considération simultanément, car ils ne sont pas sans rapports. Une nouveauté de ces dernières années tient peut-être justement à une convergence

¹ La même procédure appliquée à deux organismes aussi proches que possible ne conduit pas nécessairement aux mêmes résultats. Cette source d'incertitude peut pousser des chercheurs du domaine à tricher. C'est beaucoup moins le cas en physique, en astronomie ou en géologie, bien que d'autres types de fraudes y soient à l'œuvre.

de ces deux niveaux, avec la multiplication de mémoires de master ou de thèses construites à base de copier/coller comme de mauvais devoirs de licence. Par ailleurs, il est impossible de lutter efficacement contre l'extension du plagiat parmi les étudiants sans dénoncer aussi fortement les pratiques de leurs enseignants ».

Si la notion de « plagiat »², qui a suivi juridiquement la formation du droit d'auteur, peut être utilisée pour qualifier les pratiques déviantes des étudiants lorsqu'ils rédigent des notes, des mémoires, en vue de leur évaluation, c'est bien tout le système universitaire qui est affecté par ce qui apparaît comme une véritable « industrie du copier-coller » (Vojinovic, 2011). Dans l'expérience des étudiants, il s'agit surtout d'une extension du domaine de la ruse et de la tricherie, de l'apprentissage des habiletés permettant de contourner les épreuves – les bonnes vieilles antisèches d'antan étant aujourd'hui remplacées par l'usage détourné des TIC et des réseaux sociaux. La qualification de « plagiaire » est lourde de conséquences du point de vue juridique : elle renvoie à la fois au monde des catégories juridiques établies³ et à tout un réseau de notions morales, comme celles qui disqualifient celui qui emploie des moyens détournés, obliques, pour parvenir à ses fins. Du même coup, la mise en cause des étudiants doit se faire de manière subtile et proportionnée. Dans la très grande majorité des cas, les étudiants n'ont pas le sentiment de piller l'œuvre d'un autre, mais plutôt de remplir une forme de cahier des charges en copiant, sur le modèle de la prise de notes, des passages entiers d'ouvrages, de manuels, ou de documents numérisés qui circulent sur l'internet, sans aucune considération de l'auteur ou de l'éditeur. L'épreuve dans laquelle ils sont pris étant celle d'un contrôle de connaissances qu'ils n'ont pas à produire mais avant tout à reproduire, on voit bien l'ambiguïté ou plutôt la forme de *double-bind* (double contrainte) qui peut conduire, sinon au pillage intégral, du moins à l'emprunt et au démarquage continus. À ce stade, comme le soutient Brigitte Simonnot, il y a effectivement un travail d'éducation au discernement à faire avec les étudiants, en particulier l'apprentissage de l'art de citer les sources, de reprendre les connaissances à son compte, et d'éviter le simple « copier-coller », jusqu'à l'usage subtil des guillemets,

² Étymologiquement parlant, pour les juristes, le plagiat renvoyait au « voleur d'homme », notamment au voleur d'enfant ou d'esclave, et bien qu'il y ait des traces de disputes dans les textes anciens, le plagiat comme vol littéraire n'existait pas pour le droit romain.

³ Pour être établies, les catégories juridiques n'en sont pas moins controversées ou en tout cas réinterprétées par la jurisprudence. Ainsi le plagiat relève-t-il juridiquement du droit de la contrefaçon. Pour qu'il y ait contrefaçon, la ressemblance entre deux textes doit être perçue de façon « immédiate et spontanée » ou encore doit frapper l'attention d'un « lecteur d'attention moyenne ». C'est rarement le cas dans les textes universitaires et scientifiques. Si ce sont des œuvres littéraires et les essais grand public qui surgissent le plus souvent au cœur d'affaires de plagiat, d'une façon générale, les juristes restent très prudents quant à la possibilité de créer un objet juridique « plagiat de la recherche » distinct de ceux qui tombent dans la catégorie des « contrefaçons » (Marino, 2012). Sur les limites des catégories juridiques, le plaidoyer pour la fiction développé par Marie Damieussecq (2009) est fort intéressant, mais, d'un point de vue pragmatique, tout ce qui n'est pas œuvre de fiction impose un contrat de lecture différent (Caïra, 2011), de sorte que le jeu avec la ressemblance ne peut plus venir au secours de l'auteur d'un travail universitaire, d'une biographie, d'un essai ou d'une enquête. Si l'on a renoncé ici, faute de place, à détailler les multiples affaires qui ont défrayé la chronique ces dernières années, le lecteur pourra facilement les retrouver *via* le web à partir des clés « affaire de plagiat » et « université ».

des références et des commentaires explicitant le choix des emprunts effectués. C'est par définition un travail de longue haleine dépendant de la socialisation des étudiants dans le « milieu universitaire ». Si la socialisation est tournée vers l'apprentissage des logiques entrepreneuriales, soit l'art d'instrumentaliser le travail d'autrui et/ou les outils collectifs et les formes collaboratives, il est assez logique que l'économie du « copier-coller » se diffuse. En tout état de cause, une pragmatique du discernement est certainement plus efficace et propice au développement intellectuel que la multiplication des mentions répressives utilisées, avec plus ou moins de subtilité rhétorique, par les campagnes de prévention du plagiat. Certaines formules mériteraient une analyse en soi, depuis « Tolérance zéro pour le plagiat » (université de Sherbrooke) jusqu'à « C'est moi qui écris ! ». Sous ce dernier mot d'ordre, l'université Toulouse – Jean Jaurès a lancé une campagne de sensibilisation, en prenant acte de la montée en puissance du phénomène tout en l'accompagnant d'une interprétation que l'on peut qualifier de « compréhensive » :

« Dans le contexte universitaire, on pointe le manque de motivation des étudiants à réaliser les travaux demandés (sens et utilité des travaux demandés, peur de l'engagement personnel), ou alors un manque au niveau des compétences méthodologiques (recherche documentaire, gestion des sources, rapport au savoir, etc.). Face à ce constat, l'Université Toulouse – Jean Jaurès lance dès la rentrée de septembre 2012 une campagne de sensibilisation qui s'intitule C'est moi qui écris ! qui met en avant des valeurs telles que l'intégrité intellectuelle et le respect du travail d'autrui. L'UT2J met également à la disposition des étudiants et des enseignants des outils et des méthodes pour prévenir, repérer et éliminer le plagiat »⁴.

Demander à des étudiants de premier ou de second cycle de faire part de réflexion personnelle est certes un mot d'ordre généreux et un critère d'évaluation utile pour sélectionner les « meilleurs », mais la sociologie de l'éducation a montré qu'il fait courir le risque d'exclure ou de sanctionner ceux qui ont un rapport moins distancié au savoir. Certains enseignants attendent avant tout qu'on leur « renvoie » leurs cours, soit parce qu'ils veulent s'assurer d'un minimum d'imprégnation des cadres fondamentaux de la discipline, soit parce qu'ils tiennent avant tout à la visibilité de leurs œuvres, fussent-elles des manuels ou des notices de dictionnaire (même écrits avec peine ou à regret ; Compagnon, 1992). Par ailleurs, la mise en concurrence de tous contre tous pour l'accès aux cursus et ressources entre en tension avec l'idéal du travail collaboratif. Des cas de plagiat, ou qualifiés comme tels, surviennent lorsqu'un participant reprend le travail d'un de ses camarades, ce dernier pouvant être au départ consentant, n'éprouvant aucun sentiment de spoliation : lorsqu'un retournement de situation s'opère, qu'émerge une dispute pour une raison ou une autre, l'arrangement opéré dans le cadre d'un travail réalisé en commun peut se transformer en querelle d'attribution dans laquelle l'apport de l'un et/ou de l'autre est mis en discussion. C'est aussi une expérience courante dans les équipes de recherche et les multiples projets collaboratifs. Il semble que beaucoup d'accusations de plagiat émergent à la suite d'un travail en commun et, si elles ne donnent pas lieu à des procédures formelles, elles brisent définitivement bien des collaborations.

⁴ Accès : <http://www.univ-tlse2.fr/accueil/vie-des-campus/services-numeriques/prevention-plagiat/c-est-moi-qui-ecriis--182780.kjsp>. Consulté le 15/04/15.

Selon Brigitte Simonnot, s'il appartient aux enseignants de ne pas prêter le flanc à la critique, les « mauvaises pratiques » des étudiants proviennent de la massification de l'enseignement supérieur qui ne s'est pas accompagnée des moyens d'encadrement suffisant. L'article peut ainsi se lire comme un plaidoyer pour la revalorisation du travail des enseignants et l'octroi de moyens suffisants aux universités. En France, et un peu partout dans le monde, c'est une source de conflits plus ou moins rampants, qui opposent la définition de l'ESR comme des biens communs, des « *commons* », et celle qui y voit un des ressorts de l'économie de la connaissance⁵. Ainsi l'introduction d'une logique de compétition à tous les étages des cursus aurait-elle créé les conditions d'une montée en puissance de la fraude. Sur ce point, on observe que l'émergence de bases de données, et d'une casuistique médiatique de plus en plus étoffée, se double de l'autonomisation d'une forme d'expertise du plagiat. Celle-ci est bien incarnée par Michelle Bergadaà (2013) de l'université de Genève dont l'objectif est d'informer les acteurs institutionnels de l'évolution des pratiques et de les doter d'éléments d'appréciation contextualisée des affaires qui surgissent. Brigitte Simonnot reprend la typologie de profils scientifiques de plagiaires développée par Michelle Bergadaà en en relevant néanmoins le côté sommaire, trop ancré sur des caractéristiques individuelles au détriment des facteurs organisationnels⁶. Brigitte Simonnot pointe également le fait que le plagiat ne porte pas seulement sur les publications de pairs, impliquant un recyclage des textes plagiés dans d'autres communautés ou d'autres pays, mais aussi sur des textes qui circulent dans des comités scientifiques ou comités de lecture de revues et qui ne sont donc pas publiés ; ce qui peut inciter à s'en inspirer fortement parfois de façon inconsciente.

De la cryptomnésie à l'apprentissage réflexif par la copie (ou le pastiche)

En sciences humaines et sociales (SHS), l'apprentissage de routines d'analyse et d'écriture repose sur une forme de copie de la prose du maître ou d'un style de pensée, imitation plus ou moins consciente, au principe de la cryptomnésie, par rapport à laquelle l'étudiant peut se démarquer progressivement, moins par l'expression autonome d'une pensée personnelle et originale que par l'entrée dans des cercles de plus en plus étendus de discussion et de mise à l'épreuve des styles et des régimes de savoirs. La sur-citation des mêmes sources aura pour effet de le disqualifier dans certaines arènes ou de le valoriser dans d'autres. Dans certains cas, l'imitation saute aux yeux du public du fait de sa préférence pour un style de pensée concurrent ; dans d'autres, l'exigence de pluralisme rend manifestes les automatismes du prêt-à-penser. Quoiqu'il en soit, c'est la série des confrontations

⁵ Sur les transformations profondes des mondes universitaires, la littérature est désormais immense. De la masse, on peut extraire sans difficulté L. Busch (2014) et son analyse du « marché aux connaissances » à l'ère du néolibéralisme.

⁶ Suivant cette perspective, l'auteure fait référence à l'article de D. Douyère (2012).

qui peut permettre aux doctorants et jeunes chercheurs de s'affranchir graduellement de la pure imitation. L'expérience produite par la désingularisation des études doctorales, qui plonge les doctorants dans des mondes régulés par des normes détachées des influences personnelles, produit simultanément des stratégies d'effacement des sources : lorsqu'on reste attaché à un style de pensée, ne pas citer de manière soutenue l'origine des emprunts permet d'éviter d'être catalogué trop vite comme « épigone », « suiveur » ou simple « perroquet ». Du même coup, dans les laboratoires ou les équipes, les doctorants qui s'en sortent le mieux doivent pratiquer une forme de duplicité sur laquelle les encadrants s'exercent généralement à fermer les yeux.

En suivant ce type de raisonnement, on découvre une pluralité de situations et surtout des tensions entre des logiques qui éloignent de la conception classique du droit d'auteur. Si la propriété intellectuelle compose plus que jamais un des grands principes régulateurs des échanges ou plutôt des circulations des savoirs et de leurs producteurs, les catégories qui la sous-tendent, à commencer par la notion d'auteur elle-même, ne rendent plus compte de la complexité des agencements dans lesquels entrent les acteurs. La figure traditionnelle fondée sur la relation maître/disciple est de moins en moins prégnante dans les mondes académiques, créant beaucoup de jeu (au double sens) dans les relations entre seniors et juniors : les premiers veulent conserver un minimum d'emprise tout en se défendant de vouloir « faire école » (*a minima* pour éviter l'accusation de « mandarinat », au mieux pour assurer la professionnalité des étudiants sur un marché du travail devenu très concurrentiel) ; les seconds ont besoin de maximiser l'usage de leurs apprentissages dans des univers de plus en plus hétérogènes tout en s'efforçant de garder les avantages des groupes, réseaux ou écoles dans lesquels ils ont été formés. Jouer à la fois la fidélité et la mobilité, l'affiliation et la transgression, la subordination et la valorisation différenciée, dans des collectifs eux-mêmes mouvants et soumis à des aléas (obtentions de contrats doctoraux, de financements sur projets, de publications ou de postes) crée probablement des tensions non explicitées ou non avouées chez les chercheurs et les enseignants, jeunes et moins jeunes, au sein desquelles naît une profonde ambivalence sur le rapport au plagiat et à la fraude en général. Assumer, au moins en SHS, l'ambivalence que contient tout plagiat semble *a priori* aller contre la tendance normative qui s'impose. L'un des arguments développés dans *Experts et faussaires* (Bessy, Chateauraynaud, 1995), dans un tout autre état des milieux universitaires, consistait à dire que, afin de se constituer comme auteur, il faut trouver une voie intermédiaire entre deux sources d'inhibition : la dépendance cognitive la plus complète (le plagiaire malheureux et involontaire) et la recherche d'une forme absolue qui ferait fi de toute référence et de tout emprunt (la création *ex nihilo* ou la meilleure méthode pour ne jamais terminer sa thèse)⁷. C'est en cherchant à copier un style cognitif

⁷ À partir du langage psychanalytique, M. Schneider (1985) décrit très bien cette dialectique du même et de l'autre en matière de production littéraire. Il prend l'exemple de Marguerite Duras qui, dans son *Agatha*, tout en s'inspirant de l'intrigue de *L'Homme sans qualité* de Robert Musil, produit un texte dans lequel émerge une véritable écriture. Ce qui n'est pas le cas pour lui du texte, qu'il

préexistant qu'émergent des différences qui, à peine perceptibles au départ, sont progressivement retravaillées, donnant lieu à un mode d'analyse plus personnel, voire à une œuvre originale, sans que soient pour autant coupés les liens originaux avec les références premières, rendues disponibles par le milieu associé – celui-là même auquel nombre de remerciements prolifiques feignent d'attribuer le produit final tout en assumant la responsabilité de l'auteur... Mais la quête de différence engendre dans le même mouvement une propension à la répétition. C'est ainsi qu'est apparue la notion d'« auto-plagiat », emblématique de la double contrainte de valorisation et de visibilité qui pèse sur les acteurs de l'ESR conduits à dupliquer avec quelques microvariations les mêmes productions⁸.

De la communauté disciplinée à la société de contrôle ?

Dans son texte sur le plagiat scientifique aux États-Unis, Mario Biagioli (2012) identifie un changement dans la nature du discours dominant. Ce discours n'est plus orienté vers la victime (le plagié) et ne prend plus sens dans des contextes institutionnels locaux. Il est désormais tenu par une première génération d'experts (auto-formés) répondant à des enjeux institutionnels en matière de fraudes scientifiques, avec à l'appui de grandes affaires de fraudes. Une nouvelle « discipline » s'est constituée à travers un processus classique de professionnalisation, avec ses outils et méthodes, ses discours légitimant l'intervention de ces nouveaux spécialistes.

Alors que le plagiat littéraire est resté largement confiné dans un régime de « justice privée », le nouveau discours sur le plagiat scientifique est le fait d'experts développant des études académiques sur les fraudes dans l'intérêt des universités et des agences fédérales qui les financent. La victime est moins l'auteur plagié que le contribuable et le plagiat devient une menace ubiquitaire plutôt qu'un événement local spécifique. Cette transformation est outillée : les logiciels de reconnaissance de similarités sont convoqués pour asseoir la légitimité du nouveau champ en fournissant des gages d'objectivité rompant avec les biais supposés des jugements personnels. Ces technologies ne traitent pas de cas spécifiques de plagiat, mais engagent des pratiques extensives de détection conduisant à des études statistiques et évacuant l'individu : le plagié, le plagiaire ou l'enquêteur-détective éventuel. La critique de la version algorithmique fait valoir qu'en ne traitant pas des formes de plagiat les

considère d'une qualité médiocre, de Régine Desforges, *La Bicyclette bleue*, qui reprend l'intrigue d'*Autant en emporte le vent*.

⁸ De ce point de vue, A. Compagnon (1992) utilise également le terme d'auto-plagiat pour stigmatiser les éditions para-scolaire et para-universitaire dont il compare le mode de fonctionnement à un immense plagiat organisé. Il montre les effets néfastes de l'institution de la vulgarisation (voir le « Profil d'une œuvre ») concourant à l'anonymat, comme la Bible et les notices des dictionnaires. Pour l'auteur, nous participons tous à ce type d'exercice de rédaction de notices, forme de plagiat parfaitement admise ou encore d'auto-plagiat (plutôt que d'être plagié par les autres).

plus complexes et les plus dommageables, ces logiciels passent à côté de l'essentiel. Mais, pour Mario Biagioli (*ibid.*), l'enjeu est moins dans la précision des technologies employées (qui se développent aussi pour les milieux de l'art sur les plans sonores et visuels) que dans le passage d'une société disciplinaire à une société de contrôle. L'activité de plagiat est considérée comme un risque qu'il appartient de prévenir et de contrôler au plus près des pratiques de recherche et de publication, ce qui accompagne le mouvement, amorcé plus récemment en France, de transformation des universités et des organismes de recherche en véritables firmes placées sous le contrôle d'un pouvoir managérial. Dans ce cadre, les étudiants (et les jeunes chercheurs) doivent être formés, sensibilisés aux « mauvaises pratiques ». Dans sa critique des logiciels anti-plagiat, Jean-Noël Darde (2012 : 137) lance une analogie : « Il est à craindre que ces outils soient au plagiat et aux plagiaires ce que l'avertisseur radar Coyote est à l'excès de vitesse et aux chauffards ». Si les logiciels ne peuvent se substituer aux opérations de prévention et de formation au référencement des sources auprès des étudiants, il conclut néanmoins qu'un bon usage peut en être fait au titre d'appui à la détection, en complément d'une expertise humaine⁹. L'ironie veut que les technologies logicielles ont progressivement intégré dans leurs fonctions « un art de mieux plagier », ou encore de « bien citer », en proposant aux étudiants de repérer ce que le contrôle du logiciel est en mesure de signaler. Comme dans l'économie des contrefaçons des produits de marque (et les contrôles douaniers associés), ce dispositif accroît la propension au démarquage tout en diminuant le risque d'être détecté, relançant la dialectique de l'expert et du faussaire.

Contrairement à Michelle Bergadaà (2013 : 8) qui considère le plagiat comme une atteinte au « droit fondamental à l'accès à l'origine de la connaissance », Mario Biagioli (2012) défend l'idée selon laquelle un bon plagiat ne remet pas en cause le contenu et la véracité scientifique. S'il cache la véritable identité de l'auteur et nuit à son crédit, la véracité du texte plagié peut même être meilleure, notamment lorsqu'il a fait l'objet de plusieurs évaluations. Dans cette forme de raisonnement, où prime l'efficacité cognitive sur un marché plutôt en surproduction, il n'est pas évident d'identifier un dommage pour le lecteur intéressé essentiellement par le contenu. Il est clair en tout cas que la « fonction plagiat » doit être reliée aux transformations à l'œuvre dans les universités et les instituts de recherche.

L'enquête réalisée par Michelle Bergadaà (2011) auprès de 5 000 chercheurs *via* son site *Responsable*¹⁰ (367 répondants de 16 pays et 11 disciplines) indique que les répondants perçoivent principalement comme danger (du plagiat) la « crédibilité du système » vis-à-vis des étudiants et du grand public. D'ailleurs, ce résultat étonne Pierre-Jean Benghozi

⁹ J.-N. Darde (2012) va jusqu'à proposer l'usage de plusieurs logiciels afin de profiter des bases de textes (authentifiés ?) de ces logiciels qui s'alimentent non seulement sur l'internet mais aussi à partir des textes qui ont déjà été soumis à un contrôle et donc rentrés par les utilisateurs. Comme dans le cas des standards techniques, la valeur de ces logiciels dépend du nombre d'utilisateurs. Ces rendements croissants d'adoption permettent de comprendre les politiques de marketing agressives des promoteurs de ces logiciels dans leur phase de lancement afin de capter la plus grande part de marché.

¹⁰ Accès : <http://responsable.unige.ch/>. Consulté le 15/02/15.

et Michelle Bergadaà (2012) qui insistent de leur côté sur le fonctionnement même du système de production et de diffusion des savoirs et rappellent l'atteinte au « droit fondamental à l'accès à l'origine de la connaissance ». Ils mettent d'autant plus l'accent sur ce droit que certains relativisent la question de la paternité (et du contrôle de son œuvre) au profit de nouvelles formes d'écritures collectives (anonymes et gratuites) dans une logique collaborative ouverte suivant le modèle *Wikipédia*.

Concurrence pour la visibilité et production différentielle de la valeur

En France, l'autonomie grandissante des universités s'accompagne d'un investissement croissant dans le capital réputationnel, qui n'est plus fondé sur l'ancienneté et la notoriété traditionnelle mais sur des batteries d'indicateurs, dont la bibliométrie. Cela se traduit par une pression accrue en matière de publication devenue l'indicateur d'excellence par excellence (Gingras, 2013). À ce propos, revenons sur un texte d'Antoine Compagnon « L'université ou la tentation du plagiat » (1992), qui évoquait, déjà à l'époque, non sans un certain regret, la tolérance du plagiat dans l'université française relativement à la politique menée dans les universités américaines. L'auteur y voyait plusieurs raisons. D'une part, selon sa formule assez provocatrice, si on ne parle pas de plagiat à l'université, ce n'est pas tant que le plagiat n'y a pas cours mais que l'université n'existe pas, au sens d'une entité autonome évaluant ses enseignants de façon décentralisée, comme c'est depuis longtemps le cas outre-Atlantique. D'autre part, tandis que la France valorise une pédagogie de l'imitation, favorisant ainsi l'institution du plagiat, aux États-Unis, on demande à un étudiant d'avoir quelque chose à exprimer; on privilégie l'originalité (ou encore la forme puritaine de la sincérité), d'où la chasse plus systématique au plagiat. D'ailleurs, il y a toute une littérature américaine sur le plagiat des thèses. Ainsi la politique récente d'autonomisation des universités les conduit-elle à combler; d'une certaine façon, leur retard en cherchant, suivant des degrés d'engagement variables, à mettre en place des procédures de traitement de cas de plagiat et, plus généralement, de fraude scientifique¹¹. En tout cas, elles sont fortement incitées par l'Administration de la recherche à se doter des moyens pour prévenir et réguler les cas de fraude (*CNRS Le journal*, automne 2014, 278). Ce faisant, des travaux soulignent que la mise en place de procédures se heurte à un « déni » des pratiques de plagiat. Qu'il s'agisse des « jeux relationnels et de réseaux » analysés par Michelle Bergadaà (2013) ou de l'« aveuglement organisationnel » dépeint par David Douyère (2012), il y aurait comme un fossé infranchissable entre les normes et les pratiques, entre les représentations collectives et les échanges informels. Sur ce point, il y a plusieurs interprétations possibles. On peut y voir une persistance de ce

¹¹ Pour différents exemples, voir l'ouvrage collectif coordonné par G. Guglielmi et G. Koubi (2012) sur le « plagiat de la recherche scientifique » qui met principalement l'accent sur les aspects juridiques de traitement des litiges et des procédures de détection et de sanction du plagiat mises en place par les universités et les organismes de recherche.

que Marilyn Randall (1992) décrit à propos de l'invention de l'auteur moderne et de l'autonomisation de la critique académique. Dans « Critiques et plagiaires », article dont le titre évoque l'ouvrage d'Anthony Grafton, *Faussaires et critiques* (1990), Marilyn Randall (*ibid.* : 103) montre comment, au cours du ^{xix}^e siècle, la critique académique s'est progressivement distinguée de celle journalistique, en mettant en avant l'érudition, laissant les affaires de plagiat aux « demi-critiques et aux pédants » : « C'est ainsi qu'un véritable auteur ne peut pas plagier, non pas parce qu'il ne passe jamais à l'acte, mais parce qu'il n'y a pas de véritable critique pour le dénoncer comme criminel. Réciproquement, le critique littéraire ne perd pas son temps à dénoncer les crimes des écrivains inférieurs ».

Qu'en est-il des enseignants-chercheurs contemporains ? L'imbrication des intérêts individuels et collectifs expose la personne qui lance une accusation non seulement au risque de dévoiler son manque d'érudition ou encore ses propres emprunts mal digérés, mais aussi à celui d'apparaître comme un mauvais joueur en mal de reconnaissance, rompant un accord tacite sur le fait que tout le monde, à des degrés divers, copie et plagie tout le monde¹². Ce risque d'apparaître mesquin, incompetent, ou en quête de reconnaissance, conduit à relativiser les épreuves, laissant du même coup le champ libre à des « faiseurs » ou des « opportunistes » jouant de la multiplicité des instances d'évaluation et de l'éclatement des communautés scientifiques traditionnelles du fait de leur mode de fonctionnement en réseau et de leur internationalisation¹³. Dans ce type de configuration, le contrôle des publications et la sanction des chercheurs déviants selon les normes mertonniennes portées par des communautés gardiennes des règles déontologiques deviennent de plus en plus difficiles¹⁴. Ainsi la montée en puissance de la fraude et du plagiat comme problèmes publics apparaît-elle comme le produit d'une boucle d'autorégulation. Tout se passe comme si le système secrétant en son sein des tensions de plus en plus complexes à réguler à l'aide des procédures antérieures, les acteurs institutionnels étaient conduits à inventer de nouveaux dispositifs, ne pouvant plus renvoyer à la marge ou laisser au

¹² D. Douyère (2012 : 111) montre que le sentiment d'être hanté par le pillage ou la copie généralisée serait le propre des chercheurs en SHS. En jouant avec les références et les citations, ils seraient de parfaits plagiaires, tandis que leurs étudiants seraient des faussaires débutants n'étant pas encore passés maîtres dans l'art de manipuler les références.

¹³ Sur ce point, rappelons que la tentative de L. Boltanski et É. Chiapello (1999) de fonder une « cité connexionniste » a précisément échoué sur les critères d'authentification de ce qui sépare le « vrai grand », appelé « mailleur », ouvrant les connexions et les redistribuant, et le « faux grand », le « faiseur » visant son intérêt particulier dans l'usage des réseaux. De fait, les enquêtes empiriques montrent que ce qui caractérise le monde en réseaux dépeint dans l'ouvrage est précisément l'indiscernabilité et la difficulté de trancher en pratique entre orientation vers le bien collectif ou vers l'intérêt particulier. Avec le règne de l'ambiguïté et de l'ubiquité, de l'esquive des épreuves de justification et de la quête continue de nouvelles connexions, ceux qui exigent l'épreuve de justice sont disqualifiés comme des mauvais joueurs ou des perdants radicaux, des paranoïaques en proie au ressentiment faute de prise sur la dynamique des réseaux (Chateauraynaud, 2015).

¹⁴ Sur le respect d'un code d'honneur ou de normes sociales propres à faire reconnaître la paternité de chacun, voir l'article d'E. Fauchard et E. von Hippel (2008) consacré à la communauté des chefs (cuisiniers) français, corporation que les auteurs rapprochent sur certains points de la communauté scientifique.

jeu des procédures judiciaires la prise en charge des plaintes ou des récriminations. Il n'est pas étonnant dès lors que fleurissent un peu partout des guides de bonnes pratiques – comme celui du comité d'éthique (Comets) du CNRS¹⁵ – même si la plupart des analystes et des commentateurs les jugent insuffisants, et de voir les universités multiplier les formes de dispositifs, depuis les logiciels anti-plagiat jusqu'aux campagnes de prévention. Ce faisant, ces dispositifs officiels créent une asymétrie entre les formes de pillage : aux plagiats objectivables sur la base de corpus constitués de publications s'opposent toutes les stratégies, dignes d'une fable célèbre, pour accéder en amont aux textes non encore publiés, diffusés dans des arènes peu formelles (séminaires, *workshops*) ou transitant par des procédures d'évaluation supposées anonymes (sélection de projets de communication ou de recherche, dossiers de candidature, soumissions d'articles), littérature multiforme dans laquelle il est possible de puiser des sources, des idées, des concepts ou des arguments, jusqu'à des sujets de thèses ou des objets d'enquête. Évidemment, ces opérations continues et peu visibles de prédation ou de captation à la source n'ont guère de portée sans la perspective d'une valorisation, ce qui nous renvoie à la nature des actes d'évaluation et de valorisation dans les mondes de l'ESR.

Si un retour sur la valeur des produits de la recherche et de l'enseignement dépasse largement l'horizon de ce texte, il peut être utile de rappeler que toute fraude, à l'instar du faux ou de la contrefaçon, suppose de la part de son auteur qu'il soit ouvertement calculateur ou qu'il s'approprie sans véritable calcul les productions d'un milieu dominé par la logique du don, une anticipation de l'espace de circulation et de valorisation. À ce propos, est intéressant le fait que Mario Biagioli (2012) s'interroge sur le régime de la valeur impliqué par le plagiat. À la différence des droits de propriété intellectuelle, un auteur académique construit son crédit, sa réputation et sa visibilité dans une logique d'attribution, et donc de reconnaissance professionnelle, et non essentiellement dans une logique de propriété. À la différence du *copyright* (dont la protection porte sur la forme), le crédit scientifique porte essentiellement sur le contenu, les idées et les programmes de recherche et d'enseignement qui leur donnent corps. C'est un des points de tension dans la lecture juridique des affaires de plagiat universitaire : pour les juristes du droit d'auteur, les idées ne sont pas appropriables (au sens du droit de la propriété intellectuelle), et par exemple les théories ne sont pas protégées par le droit du brevet. C'est pourquoi bien des disputes portent surtout sur la reconnaissance de la « paternité » et du rôle « précurseur ». C'est un point sur lequel insiste Mario Biagioli, qui s'appuie sur des recherches empiriques menées par l'Office of Research Integrity montrant que, dans le domaine de la biomédecine, les accusations de plagiat portent principalement sur des *reviewers* indélébiles (experts du domaine) qui opèrent dans les processus d'évaluation (*peer review*) de manuscrits ou de demandes de financement (*grant application*), et non sur le plagiat de textes déjà publiés. Il s'agit bien de pillage d'idées, de questions de recherches et de protocoles, pillage stimulé par la logique

¹⁵ Accès : http://www.cnrs.fr/comets/IMG/pdf/guide_promouvoir_une_recherche_inte_gre_et_responsable_8septembre2014-2.pdf. Consulté le 15/04/15.

de compétition pour les ressources qui sous-tend les pratiques incriminées. De fait, un article déjà publié procure peu de gain au plagiaire, et affecte modérément le plagié qui peut en administrer la preuve, en particulier en recourant à des logiciels de reconnaissance de similarités. En revanche, l'évaluateur scientifique (toujours compétiteur d'une certaine manière) peut empêcher ou retarder l'approfondissement ou la diffusion d'une recherche en écartant le projet (original) tout en le reprenant à son compte avec, en prime, la possibilité de lui apporter des améliorations, gagner ainsi la compétition pour les attributions valorisantes. Dès lors, il sera coûteux pour le porteur initial de faire reconnaître son travail, d'autant que la part d'émotion suscitée par le sentiment d'avoir été plagié ou pillé pèse sur l'intelligibilité de la cause par des tiers qui, comme dans l'anecdote décrite en introduction, y voient essentiellement l'expression d'un *pathos*¹⁶. À la différence du piratage et de la contrefaçon portant sur des objets et pouvant conduire à des pertes financières, l'acte d'appropriation qui a déplacé l'attribution et la fonction-auteur a non seulement peu de conséquence financière directe, mais peut même être considéré comme essentiel à l'avancée de la science ! Dans cette figure, tout l'art consiste donc à s'approprier les produits en gestation au cœur de processus collectifs et à jouer des différentiels de visibilité ou d'accès aux espaces de valorisation. Pour que soient complètement tirées au clair les pratiques frauduleuses ou illicites, il faudrait que les acteurs aillent jusqu'au bout de la reconfiguration des activités d'enseignement et de recherche publique dans une pure logique d'entreprise, et renoncent à maintenir des logiques fondées sur des échanges symboliques sans calcul et des biens communs dépassant les intérêts privés.

Conclusion

La construction actuelle du plagiat comme problème public affectant le monde de l'ESR pose avec une acuité particulière la question des choix organisationnels en matière de production et de transmission des savoirs. Elle montre les limites d'une pure logique d'entreprise qui, poussée à l'extrême, conduirait à déléguer la régulation de l'activité scientifique au secteur privé, avec des cohortes de consultants et d'avocats spécialisés en droit de la propriété intellectuelle cherchant à créer un nouveau marché de service juridique. Il importe donc d'approfondir l'investigation afin d'éclairer l'action collective de régulation de l'ESR.

Faut-il, à l'instar de Michelle Bergadaà, élaborer une typologie des plagiaires ? Sans doute, en croisant deux axes, l'un décrivant un gradient d'intentionnalité (degré de conscience de l'acte effectué), et l'autre un gradient d'objectivité (degré de réalisation et de diffusion de l'objet approprié), on peut contribuer à clarifier

¹⁶ L'existence de médiateurs peut soulager en partie le plaignant de son fardeau. C'est ce que montre la figure de l'*ombudsman*, instituée dans les universités allemandes et analysée par T. Hochmann (2012). Sorte de tiers à qui les membres d'une université peuvent confier leur doute en toute confidentialité, il joue un véritable rôle de médiation avec les instances de l'université en filtrant les dénonciations mal fondées.

l'univers des pratiques. Mais, plus qu'une typologie, il est primordial d'expliciter les cadres normatifs en vigueur dans les milieux en cause et les formes de prises ou d'emprises dans lesquelles entrent les protagonistes. Il serait alors intéressant de caractériser comment la « fonction-plagiat » se modifie suivant les disciplines scientifiques, les sujets, les protocoles et technologies de détection, et en particulier comment les acteurs de chaque domaine acquièrent des capacités collectives de discernement et de sanction des pratiques déviantes. L'argumentation développée dans ce texte a pris largement appui sur notre expérience en SHS et gagnerait à être complétée par des terrains en sciences de la nature ou en matière de développement de logiciels libres, afin de faire varier la question de l'attribution de la paternité d'une recherche à un auteur ou plusieurs auteurs.

Références

- Bessy C., Chateauraynaud F., 1995a, *Experts et faussaires. Pour une sociologie de la perception*, Paris, Pétra, 2014
- 1995b, « L'attention aux choses. Chemins pragmatiques de l'authenticité », pp. 431-504, in : Bessy C., Chateauraynaud F., dirs, *Experts et faussaires. Pour une sociologie de la perception*, Paris, Pétra, 2014.
- Biagioli M., 2012, « Recycling Texts or Stealing Time ? Plagiarism, Authorship, and credit in Science », *International Journal of Cultural Property*, 2, vol. 19, pp. 453-476.
- Benghozi P.-J., Bergadaà M., 2012, « Publications et plagiat à l'ère d'internet : réponses collectives à de nouvelles pratiques », pp. 207-222, in : Gugliemi G. J., Koubi G., dirs, *Le Plagiat de la recherche scientifique*, Paris, Lextenso Éd.
- Bergadaà M., 2013, « Épidémiologie universitaire : cas du plagiat », rapport d'analyse, université de Genève, 2013-001, janv.
- Boltanski L., Chiapello È., 1999, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.
- Busch L., 2014, *Le Marché aux connaissances. Néolibéralisme, enseignement et recherche*, Éd. Quae.
- Caïra O., 2011, *Définir la fiction*, Paris, Éd. de l'École des hautes études en sciences sociales.
- Chateauraynaud F., 2015, « L'emprise comme expériences. Enquêtes pragmatiques et théories du pouvoir », *SociologieS*. Accès : <http://sociologies.revues.org/4931>. Consulté le 15/03/15.
- Compagnon A., 1992, « L'université ou la tentation du plagiat », pp. 173-188, in : Vandendorpe C., dir., *Le Plagiat*, Ottawa, Presses de l'université d'Ottawa.
- Darde J.-N., 2012, « Les logiciels anti-plagiat : détection ? formation ? prévention ? dissuasion ? », pp. 129-140, in : Gugliemi G. J., Koubi G., dirs, *Le Plagiat de la recherche scientifique*, Paris, Lextenso Éd.
- Darrieussecq M., 2009, *Rapport de police. Accusations de plagiat et autres modes de surveillance de la fiction*, Paris, P. Otchakovsky-Laurens.
- Douyère D., 2012, « Le plagiat à l'université : un aveuglement organisationnel ? », pp. 105-115, in : Gugliemi G. J., Koubi G., dirs, *Le Plagiat de la recherche scientifique*, Paris, Lextenso Éd.

- Fauchard E., Hippel E. von, 2008, « Norms-Based Intellectual Property Systems :The Case of French Chefs », *Organization Science*, 2, vol. 19, pp. 187-201.
- Frances J., 2013, *Former des producteurs de savoirs Les réformes du doctorat à l'ère de l'économie de la connaissance*, thèse de doctorat en sociologie, École des hautes études en sciences sociales.
- Gingras Y., 2014, *Les Dérives de l'évaluation de la recherche. Du bon usage de la bibliométrie*, Paris, Éd. Raisons d'agir.
- Goodstein D., 2002, « Scientific Misconduct », *Academe*, 1, vol. 88, pp. 28-31.
- Gugliemi G. J., Koubi G., dirs, 2012, *Le Plagiat de la recherche scientifique*, Paris, Lextenso Éd.
- Hochmann T., 2012, « Favoriser la dénonciation pour contrer le déni : la recherche allemande face au plagiat », pp. 153-162, Gugliemi G. J., Koubi G., dirs, *Le Plagiat de la recherche scientifique*, Paris, Lextenso Éd.
- Lamy E., Shinn T., 2006, « L'autonomie scientifique face à la mercantilisation. Formes d'engagement entrepreneurial des chercheurs en France », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 164, vol. 4, pp. 23-50.
- Marino L., 2012, « Repenser le plagiat de la recherche », pp. 195-206, in : Gugliemi G. J., Koubi G., dirs, *Le Plagiat de la recherche scientifique*, Paris, Lextenso Éd.
- Murray T. H., Johnston J., 2010, *Trust and Integrity in Biomedical Research. The Case of Financial Conflicts of Interest*, Baltimore, Johns Hopkins University Press.
- Piron S., 2010, « La question du plagiat », *Évaluation de la recherche en SHS*. Accès : <http://evaluation.hypotheses.org/940>. Consulté le 16/04/15.
- Randall M., 1992, « Critiques et plagiaires », pp. 91-103, in : Vandendorpe C., dir, *Le Plagiat*, Ottawa, Presses de l'université d'Ottawa.
- Schneider M., 1985, *Voleurs de mots. Essai sur le plagiat, la psychanalyse et la pensée*, Paris, Gallimard.
- Simonnot B., 2014, « Le plagiat universitaire, seulement une question d'éthique ? », *Questions de communication*, 26, pp. 219-236.
- Vojinovic A., 2011, « L'université française gangrenée par le copier-coller », *Influences*, 2 févr. Accès : <http://www.lesinfluences.fr/L-universite-francaise-gangrene.html>. Consulté le 16/04/15.